



**Unité inter-départementale Tarn-Aveyron**

Arrêté n° 2021-02-10-001 du 10 **FEV. 2021**

Objet : Arrêté préfectoral de mise en demeure en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement de respecter les prescriptions applicables  
Carrière au lieu-dit « Les Planquettes » sur la commune de Laissac  
Exploitant : SARL CONTE et FILS

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2002-311-3 du 7 novembre 2002 autorisant la SARL CONTE et Fils à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu-dit « Les Planquettes » sur les parcelles cadastrées section ZB, n° 16, 25p, 26p, 27p, 28, 29, 30, 31 et partie du chemin rural n° 8 du plan cadastral de la commune de Laissac ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2017 modifié donnant délégation de signature à Madame Michèle LUGRAND, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- VU** l'article 12.6 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 susvisé qui dispose : « Le merlon existant situé entre le village de PALMAS et la carrière est végétalisé [...] » ;
- VU** l'article 12.6 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 susvisé qui dispose : « [...] Un merlon complémentaire est mis en place tel que prévu dans le dossier de demande. La protection visuelle des ouvrages de la RN88 et du CD28 est réalisé en concertation avec la Direction Départementale de l'Équipement. » ;
- VU** l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 susvisé qui dispose : « L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/ 1000ème ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :  
- les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci ;  
- les bords de la fouille et les dates de relevés correspondants ;  
- les côtes NGF des différents points significatifs ;  
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs ;  
- la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 18 ci-dessus » ;
- VU** l'article 22.1.2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 susvisé qui dispose : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  
- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;  
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.  
Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20 pour cent de la capacité totale

des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres » ;

- VU** l'article 22.1.6 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 susvisé qui dispose :  
« La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le lac inférieur limitée aux premières phases quinquennales d'exploitation est limitée à 16,5 m<sup>3</sup> par jour pour un débit de 1,5m<sup>3</sup>/h. [...] » ;
- VU** l'article 22.2.2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 susvisé qui dispose :  
« Les eaux de ruissellement en fond de fosse sont récupérées par gravité et traitées par un bassin de décantation avant rejet dans le milieu naturel. » ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 23 décembre 2020, faisant suite à l'inspection réalisée le 9 décembre 2020, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 9 décembre 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Le merlon existant situé entre le village de PALMAS et la carrière n'est pas végétalisé.
- La protection visuelle des ouvrages de la RN88 et du CD28 n'a pas été réalisée en concertation avec la Direction Départementale de l'Équipement.
- Le plan daté du 17 décembre 2019 ne fait pas apparaître les côtes NGF des différents points significatifs et les zones remises en état avec une symbolisation spécifique.
- Des bidons sont stockés en dehors de toute rétention. La rétention existante ne permet pas de stocker l'ensemble des bidons présents le jour de l'inspection.
- Le registre indique, pour la semaine 20 de l'année 2019, une quantité prélevée de 80m<sup>3</sup> par jour, ce qui donne une estimation du débit horaire supérieure à 1,5m<sup>3</sup>.
- Le jour de l'inspection un plan d'eau était présent sur le carreau autorisé à 578 mètres NGF au sud-est de la carrière. Selon l'exploitant, ce plan d'eau n'est pas permanent. Un doute subsiste sur l'origine de ce plan d'eau (créé par les eaux de ruissellement ou atteinte de la nappe phréatique).

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 12.6, 20, 22.1.2, 22.1.6 et 22.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 novembre 2002 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL CONTE et FILS de respecter les prescriptions et dispositions des articles aux arrêtés susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

#### **-ARRETE-**

##### **Article 1<sup>er</sup> :**

La SARL CONTE et FILS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 12.6, 20 et 22.1.2 dans un délai de **1 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- En se rapprochant de la direction des transports de la DREAL afin de définir la protection visuelle des ouvrages de la RN88 et du CD28.
- En fournissant un plan conforme aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 susvisé permettant notamment de visualiser les hauteurs de fronts et largeurs de banquettes, les zones remises en état (avec une symbolisation spécifique pour les carreaux et pour les fronts) et d'identifier les merlons périphériques avec une symbolisation spécifique (plantés ou non).
- En stockant les produits polluants sur une ou des capacités de rétention correctement dimensionnées.

## **Article 2 :**

La SARL CONTE et FILS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 12.6, 22.1.6 et 22.2.2 dans un délai de **3 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- En confortant par plantations le merlon existant situé entre le village de PALMAS et la carrière afin de constituer un écran efficace même en période hivernale conformément aux propositions de l'étude d'impact, notamment son annexe 3 « végétalisation ».
- En mettant en place un dispositif de prélèvement permettant de respecter les débits journaliers et horaires maximums prescrits.
- En statuant sur l'origine météorique ou souterraine des eaux présentes sur le carreau autorisé à la côte 578 mètres NGF avec l'avis d'un hydrogéologue fondé sur les études hydrogéologiques disponibles et des mesures in-situ, et en mettant en place les mesures correctives nécessaires.

## **Article 3 :**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **Article 4 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

## **Article 5 :**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 6 :**

La secrétaire générale de la Préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, notifié à la société CONTE ET FILS et dont une copie sera adressée au maire de LAISSAC-SEVERAC L'EGLISE.

Fait à Rodez, le **10 FEV. 2021**

Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale



Michèle LUGRAND